



HAL
open science

L'Irak : crise de l'eau, crise migratoire ?

Cyril Roussel, Nelly Martin

► **To cite this version:**

Cyril Roussel, Nelly Martin. L'Irak : crise de l'eau, crise migratoire ?. *Microscop : Un regard sur les laboratoires en Centre Limousin Poitou-Charentes (CNRS)*, 2023, Hors Série n° 23, pp.20-21. halshs-04371356v1

HAL Id: halshs-04371356

<https://shs.hal.science/halshs-04371356v1>

Submitted on 3 Jan 2024 (v1), last revised 6 Feb 2024 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Irak : crise de l'eau, crise migratoire ?

Cyril Roussel

Températures élevées, précipitations en baisse, tempêtes de poussière plus intenses et fréquentes, désertification et assèchement des puits et cours d'eau sont en train de transformer l'Irak en un pays où chaque habitant subit dans sa chair le changement climatique. Des milliers de personnes furent hospitalisées, en 2022, avec des symptômes respiratoires sévères. L'Irak, depuis 2020, subit sa plus sévère sécheresse sur un siècle.

L'Irak fait face actuellement à un déficit d'eau et une crise gravissime d'approvisionnement. Les répercussions du changement climatique intensifient dramatiquement la pénurie, mais ce manque est aussi lié à une mauvaise gestion de l'eau de surface (pas de politiques d'économie d'eau, ni de retraitement des eaux usées) et du sous-sol (pompages excessifs) laissant entrevoir un avenir bien sombre.

Le constat sans équivoque des experts

Le rapport Global Environment Outlook 6 (GEO 6) de 2019 du Programme environnemental des Nations Unies (PNUE) classe l'Irak au cinquième rang des pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Les analyses s'accordent pour dire que les températures moyennes sont à la hausse sur la période 1981-2021 et que les précipitations ont tendance à diminuer globalement¹. L'intensité et la fréquence des périodes de sécheresse sont en augmentation, menaçant la sécurité alimentaire des populations.

Le déficit de précipitations le plus élevé est particulièrement important dans le nord de l'Irak (rapport REACH, 2022) : c'est pourtant là, dans les montagnes kurdes, que la recharge en eau de pluie se fait, bénéficiant ensuite à tout le reste du pays en aval, mais c'est aussi là que le blé pousse². À titre d'exemple, dans la province de Mossoul, la production de blé est en chute libre passant « de 5 millions de tonnes métriques en 2020 à 3,37 millions en 2021, (...) pour atteindre 1,34 million de tonnes métriques » en 2022 ; « environ 90 % des plaines arables de la province ont été touchées par la désertification »³.

Sécheresse record et pénurie d'eau

Selon les Nations Unies, l'Irak a fait face, en 2022, à la 2^e saison la plus sèche en 40 ans. Les effets du changement climatique se font durement ressentir, car la population irakienne se concentre essentiellement le long des rivières, zones exposées au déficit hydrique. Le ministère irakien des ressources en eau a averti en avril 2022, que les réserves du pays ont diminué de moitié depuis l'année précédente, en raison du manque de précipitations responsable de la baisse des niveaux des nappes souterraines.

En Irak, la pénurie d'eau est devenue systémique : plusieurs rapports décrivent l'assèchement des marais au sud, ainsi qu'un stress hydrique le long des fleuves, qui pousse les agriculteurs

¹ Une étude menée à l'université de Lulea en Suède indique qu'au cours du XXI^e siècle, les précipitations devraient diminuer de 15 à 20 %.

² Près des 2/3 de la production de blé est produite dans la partie nord de l'Irak.

³ <https://www.thenewhumanitarian.org/news/2022/09/06/Iraq-wheat-farmers-climate-change-conflict>

à forer plus de puits et à assécher davantage des réserves sous-terraines déjà surexploitées. Aux puits publics qui alimentent les pôles urbains et bourgs ruraux, s'ajoutent des puits privés alimentés par pompes, financés par les agriculteurs aisés. Ces forages, plus profonds, coûtent toujours plus cher au fur et à mesure que les anciens, moins profonds, se tarissent. Depuis 2020, les autorités publiques tentent de mieux contrôler les ressources : fermeture des puits illégaux et restriction de l'irrigation par inondation. Mais il n'est pas aisé de faire cesser les pratiques ancestrales, ni de remettre en cause un usage de l'eau qui repose sur un équilibre précaire des pouvoirs locaux.

Le manque d'eau n'est donc pas seulement dû au manque de précipitations. Des mesures pour limiter la consommation semblent avoir été envisagées (compteurs, tarification...), mais pour le moment, elles ne s'appliquent pas, car l'État central est faible. L'Irak n'offre aucune incitation pour encourager l'utilisation de technologies d'irrigation modernes. Un responsable de la direction régionale des ressources en eau à Mossoul a également blâmé le manque de systèmes d'irrigation adéquats dans le nord de l'Irak. « Environ 10 % des agriculteurs de Ninive possèdent des arroseurs mécaniques, ou ont des terres [qui] sont suffisamment proches des eaux du Tigre [pour être irriguées] » (entretien 2022).

La préservation de la ressource en eau, tant en quantité qu'en qualité, n'est pas prise en compte. Partout, la mauvaise gestion de la ressource hydrique provoque une catastrophe écologique. L'eau potable est utilisée sans discernement pour des usages non-domestiques. Plus encore, le traitement des eaux usées demeure peu pratiqué entraînant la contamination des cours d'eau, comme à Bassorah, l'une des villes les plus polluées d'Irak. Avec la diminution des réserves en eau, la détérioration de sa qualité réduit d'autant les approvisionnements disponibles et nuit à la santé des populations. La Banque mondiale prédit une baisse de 20 % de l'eau potable d'ici 2050 dans le pays.

Exode interne, tensions sociales

La sécheresse de 2021/2022 a amené le gouvernement à décider que seulement la moitié des terres irriguées disponibles pourront être utilisées en cultures d'hiver, ce qui soulève des préoccupations en matière de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance. La réduction de l'emploi et des revenus agricoles demeure un des effets indirects les plus immédiats, obligeant certaines familles à changer d'activité et de lieu de résidence. De plus, en raison de la réduction de la production alimentaire, les prix des aliments augmentent généralement rapidement, ce qui expose les ménages les plus pauvres à la précarité. Mécontentements populaires et migrations internes deviennent plus fréquents en Irak et cela se renforcera.

On ne connaît pas les chiffres exacts pour l'ensemble des personnes déplacées en raison des changements climatiques en Irak, parce que les données ne sont pas recueillies régulièrement dans tout le pays. Mais, certains rapports ciblent les régions les plus touchées. Ainsi, selon l'OIM (rapport de mars 2022), plus de 34 000 personnes se sont déplacées à cause du changement climatique dans le centre et sud de l'Irak (comme la province méridionale de Bassora, qui fait face à un manque d'eau récurrent). Dans un pays où près d'une personne sur cinq travaille dans l'agriculture, les pénuries d'eau ont détruit les moyens de subsistance et entraîné un exode rural vers les centres urbains surpeuplés de la région, aggravant les tensions sociales.

L'interaction « migration et changement climatique » est, on l'a bien compris, bien plus complexe qu'un simple lien direct de cause à effet. Dans un État failli comme l'Irak, la crise environnementale n'est qu'un facteur aggravant, mais pas déclenchant. Une fois posé le diagnostic du drame qui se prépare, il sera essentiel de pouvoir poursuivre des recherches de terrain dans ce pays, pour comprendre comment la ressource en eau est en train de devenir un élément structurant des rapports de pouvoir, tant locaux que géopolitiques, qui se mettent en place dans l'actuelle phase de reconstruction du pays.